



Solidar Tunisie, dans le cadre de l'appui au processus législatif et de l'accompagnement des élus de l'Assemblée des Représentants du Peuple, a l'honneur de présenter ses commentaires sur le budget économique pour l'année 2018, étude dirigée par Mme Salma Zouari, professeur en économie.



Le budget économique 2018 :
Commentaires sur le schéma de croissance

Salma ZOUARI
Octobre 2017

Résumé

La croissance économique en 2018 est prévue dans un contexte international légèrement moins favorable qu'en 2017 : ralentissement de la croissance en Union Européenne, ralentissement des échanges internationaux et augmentation du prix du baril du pétrole.

De même, en dépit de signaux encourageants de reprise de l'activité économique en 2017, les équilibres macroéconomiques restent dégradés et les objectifs du BE2017 n'ont pas été réalisés. La croissance a été plus faible que prévu à cause des performances limitées de l'agriculture et des industries non manufacturières. Le taux d'investissement s'est dégradé comparé à 2016 ; et bien que les exportations aient cru plus rapidement que prévu et plus vite que les importations, le déficit commercial et le déficit courant se sont creusés et ont impacté le cours du dinar.

La perte de valeur du dinar et son impact sur le renchérissement de la dette, conjugués avec les difficultés de contenir les dépenses de l'Etat et à augmenter ses recettes ont creusé le déficit budgétaire à 6%. Les mesures fiscales qui ont été introduites en 2017, ont eu un rendement en deçà des attentes et ont probablement été un frein à la croissance. Les conséquences du déficit budgétaire et du déficit courant ont été fatales sur l'endettement qui a atteint des niveaux record. Pour la première fois, la Tunisie s'est endettée en 2017 pour financer les dépenses de fonctionnement de l'Etat.

Le budget économique 2018 vise à redresser ces déséquilibres. Toutefois, sur de nombreuses questions, il procède de la même logique que le budget économique 2017 au risque d'avoir des performances similaires et de ne pas réaliser les objectifs qu'il s'est assigné.

Le BE2018 adopte :

- un schéma de croissance qui redonne au secteur productif le rôle majeur, il sera à l'origine de 95,2% de la valeur ajoutée. Cependant, la croissance économique prévue pour 2018 dépendra fortement des performances du secteur agricole et de celles des industries primaires (mines et énergie).



- un schéma de croissance où l'investissement et non plus la consommation joue le rôle moteur. Mais cet objectif fort louable est-il accompagné des mesures nécessaires à sa réalisation ?
- un schéma de croissance où le rôle du commerce extérieur et la politique le concernant restent ambigus.

Si le schéma de croissance prévu pour 2018 devait se réaliser, il en résulterait :

- un déficit courant encore trop important (8,2%)
- un encours de la dette excessif (72,3%)
- un taux d'inflation croissant (5,8%) et sensiblement supérieur à celui projeté par le plan (3,6%)

Finalement, le rythme de la croissance projeté pour 2018, reste en deçà du rythme potentiel du pays, il ne permet pas de créer des emplois suffisants pour répondre à la demande additionnelle au risque d'aggraver le chômage ou l'inactivité.



Table des matières

I.	Contexte du BE2018	7
1.	Evolution probable du contexte économique international	7
2.	Caractéristiques de l'économie nationale en 2017	8
II.	Analyse du schéma de croissance dans le BE2018	9
1.	Analyse de la croissance dans une optique de l'offre	9
1.1.	Le taux de croissance de l'économie et des secteurs	9
1.2.	Contribution des secteurs à la croissance	12
2.	Analyse de la croissance dans une optique de demande	13
2.1.	Evolution des diverses composantes de la demande globale	13
2.2.	Décomposition de la croissance dans une optique de demande	19
III.	Les déséquilibres macroéconomiques dans le BE2018.....	20
1.	Le déficit courant.....	20
2.	Le déficit budgétaire.....	21
3.	La dette publique	23
4.	L'inflation.....	25
5.	Le chômage	26
IV.	Conclusion	27



Table des figures

Figure 1 : Taux de croissance : secteur productif et administration	10
Figure 2 : Taux de croissance du secteur agricole	11
Figure 3 : Taux de croissance des secteurs marchands	12
Figure 4 : Consommation en % de PIB (prix courants).....	14
Figure 5 : FBCF en MD courants	15
Figure 6 : Taux d'investissement	17
Figure 7 : Taux de couverture (X/M)	20
Figure 8 : Evolution du déficit budgétaire et de la pression fiscale 1986-2017	23
Figure 9 : Encours de la dette (en% du PIB) 1986-2017.....	24

Liste des tableaux

Tableau 1: Taux de croissance des Valeurs Ajoutées (Prix constants) en %.....	10
Tableau 2: Contribution des secteurs à la croissance en %	12
Tableau 3 : La consommation en MD courants	13
Tableau 4 : FBCF par secteur, 2016-2017, plan et budget économique, en MD courants.....	16
Tableau 5 : FBCF par secteur, 2017 et BE 2018, en MD et évolution 2018/2017	16
Tableau 6 : FBCF par agent économique en MD	17
Tableau 7: Taux d'investissement (FBCF/PIB).....	17
Tableau 8 : Indicateurs du commerce extérieur calculés à partir des agrégats à prix courants	18
Tableau 9: Décomposition de la croissance dans une optique de demande en %.	19
Tableau 10 : Déficit courant en % du PIB.....	21
Tableau 11 : Finances publiques.....	22
Tableau 12 : Encours de la Dette Publique	23
Tableau 13: Dépenses publiques d'investissement, remboursement de la dette et endettement en MD courants.....	25
Tableau 14 : Taux d'inflation en %	25
Tableau 15 : Synthèse du schéma de croissance de 2018.....	28



Le budget économique 2018 :

Commentaires sur le schéma de croissance

Salma ZOUARI
Octobre 2017

Le budget économique 2018 (BE 2018) est un plan annuel. Il comporte un volet global et un volet sectoriel. Nous nous intéresserons au seul volet global.

Le volet global du budget économique actualise les prévisions effectuées par le plan 2016-2020 pour l'année 2018, à la lumière des performances économiques de 2017. Il intègre l'impact de l'évolution de l'économie mondiale sur l'activité nationale. Le budget économique fait donc un pré-bilan du premier semestre de l'année en cours (2017), procède à une estimation de la croissance pour 2017 et présente le schéma de croissance prévu pour 2018. Ce schéma est par conséquent le résultat :

- des contraintes ou opportunités qui se présentent au pays compte tenu de l'évolution probable de l'environnement international ;
- de la situation anticipée du pays à la fin de 2017 ;
- des objectifs que s'assignent les décideurs pour 2018 ;
- des politiques mises en œuvre ou à mettre œuvre dans le pays ainsi que des dispositions de la loi de finance 2018 (LF2018).

Le schéma de croissance adopté par le budget économique pour 2018 peut être étudié sous une optique de l'offre et sous une optique de la demande. Il peut être évalué par référence à sa capacité à redresser ou au contraire à aggraver les déséquilibres macroéconomiques : le déficit budgétaire, le déficit courant, l'inflation, le chômage et la dette publique.

I. Contexte du BE2018

1. Evolution probable du contexte économique international

Le BE2018 tient compte des hypothèses suivantes :



- Légère augmentation des taux de croissance dans le monde : 3,6% en 2018 contre 3,5% en 2017. Cette croissance sera tirée surtout par la croissance des pays en développement (4,8% en 2018 contre 4,6% en 2017). On projette une stabilité de la croissance aux USA (2,1%) et une diminution de la croissance en UE notre principal partenaire économique (1,7% en 2018 contre 1,9% en 2017). Ce dernier élément est défavorable à l'économie nationale.
- Ralentissement du rythme de croissance des échanges internationaux : 3,9% en 2018 contre 4% en 2017. Ceci peut impacter négativement la croissance en Tunisie.
- Le taux d'inflation dans les pays industrialisés passe de 1,9% en 2017 à 1,8% en 2018, L'inflation importée reculera légèrement.
- Le prix du baril anticipé pour 2018 est de 52\$ (page 17 du BE2018). Cette hypothèse est à questionner parce que le prix moyen du baril s'est élevé en septembre 2017 à 56\$ (Budget Etat 2018, p9) et que la LF2018 adopte un prix de 54\$ (page 21 du Budget de l'Etat 2018).

2. Caractéristiques de l'économie nationale en 2017

Selon le BE2018 (p12 et 13), les réalisations des premiers mois de 2017 permettent d'anticiper les performances suivantes :

- un taux de croissance estimé pour 2017 de 2,2%, en deçà du taux prévu de 2,5% ;
- un taux d'investissement de 19,5%, en deçà du taux prévu de 19,9% ;
- un déficit courant de 9% supérieur au seuil prévu de 8,1% ;
- un taux d'inflation de 5,2% plus élevé que l'objectif de 3,6%.

Par ailleurs le BE évoque la persistance des problèmes du chômage, de l'inégal développement territorial et de l'inefficacité des politiques sociales.

Les défis à affronter en 2018 tels que formulés en page 13 sont :

- redresser les déséquilibres macroéconomiques pour s'assurer d'une croissance économique soutenable ;
- avancer dans les réformes structurelles de façon à s'assurer le déboursement des tranches programmées pour le soutien du budget de l'Etat par le FMI et la BM ;



- accélérer l'exécution des grands projets, actualiser les études et identifier des projets susceptibles de faire l'objet de PPP ;
- augmenter l'efficacité des programmes sociaux de façon à réduire les déséquilibres des caisses et le déficit budgétaire ;
- donner un nouveau souffle aux programmes de développement régional.

Dans quelle mesure le BE2018 prévoit de faire face à ces défis ? Nous focaliserons notre analyse sur le premier défi : redresser les déséquilibres macroéconomiques pour s'assurer d'une croissance économique soutenable.

Pour cela nous analyserons le schéma de croissance adopté par le BE2018 à la fois sous l'optique de l'offre et sous l'optique de la demande puis nous évoquerons les conséquences sur les déséquilibres macroéconomiques.

II. Analyse du schéma de croissance dans le BE2018

1. Analyse de la croissance dans une optique de l'offre

1.1. Le taux de croissance de l'économie et des secteurs

Le BE2017 a prévu une croissance du PIB de 2,5% pour 2017. Mais, comme la croissance anticipée du secteur agricole a été sensiblement en deçà des objectifs fixés et a déteint sur les industries agroalimentaires, on estime¹ que la croissance économique se limitera à 2,2% contre une croissance de 1% en 2016.

Le budget économique 2018 vise un taux de croissance de 3%. Ce taux est largement en deçà de celui prévu par le plan (4,4%). Les prévisions pour 2017 s'étant avérées optimistes, les projections de 2018 ont été sensiblement ajustées à la baisse.

Comparé à 2017, le schéma de croissance retenu par le BE2018, suppose une accélération du rythme de croissance dans tous les secteurs d'activité hormis les services non marchands (Tableau 1).

¹ Compte tenu des données réalisées au premier semestre 2017



Tableau 1: Taux de croissance des Valeurs Ajoutées (Prix constants) en %

	réalisations*			prévision BE**	estimation réalisations*	prévision BE*
	2014	2015	2016	2017	2017	2018
Agriculture & pêche	4,5	12,5	-8,1	4	2,3	5,5
Industries manufacturières	1,1	0,4	1	3,2	2,6	3,9
Industries manufacturières non agricoles	2	-2,2	1,8	3,7	5,1	6
Industries non manufacturières	-3	-4,1	-1,9	2,3	2,2	3,2
Services marchands	2,8	-0,6	2,7	2,7	2,6	3,3
Activités marchandes	1,7	0,5	0,3	2,9	2,4	3,6
Administration	3,2	3,3	2,6	0,7	0,7	0,7
Impôts indirects nets de subventions	9,5	2,3	3,9	2,5	3,8	3,1
Ensemble de l'économie	2,3	1,1	1	2,5	2,2	3

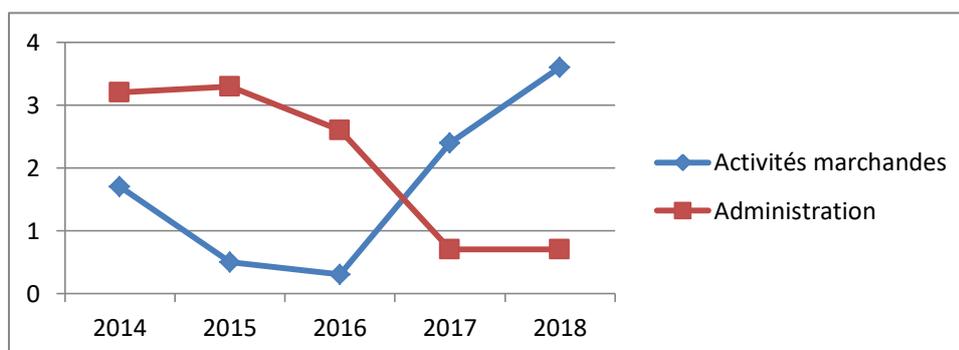
Sources : *Tableau V, annexe du BE2018 ** Tableau V, annexe du BE2017

En effet, l'administration dont l'activité s'est fortement décélérée depuis 2016, connaîtra en 2018 le même taux de croissance qu'en 2017 (0,7%).

Le secteur productif, qui s'est effondré en 2015 et en 2016, a connu une reprise en 2017. Cette reprise est appelée à s'accélérer en 2018. Le taux de croissance des activités marchandes passera de 2,4% attendu pour 2017 à 3,6% prévu pour 2018. Le secteur marchand deviendra ainsi le principal moteur de l'économie. Réussir ce cap

est essentiel

(Figure 1)

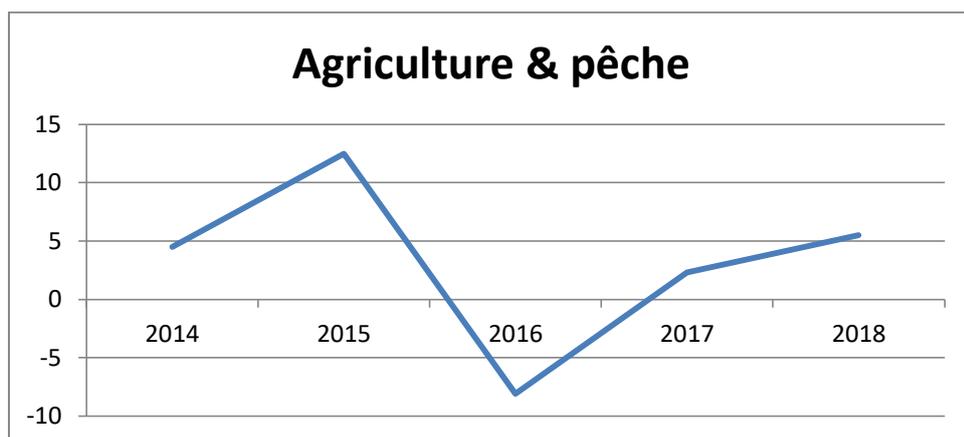


Source : Tableau V, annexe du BE2018

Figure 1 : Taux de croissance : secteur productif et administration



Le budget économique 2018 table sur une accélération de la croissance du secteur agriculture et pêche (+5,5% en 2018 contre +2,3% en 2017). On anticipe pour 2018 un doublement de la production des olives à huile (1000 T contre 500 T en 2017 et 700 T en 2016) et une augmentation de la production des céréales de 18%. L'agriculture tunisienne reste toutefois vulnérable et fortement dépendante des conditions climatiques (Figure 2).



Source : Tableau V, annexe du BE2018

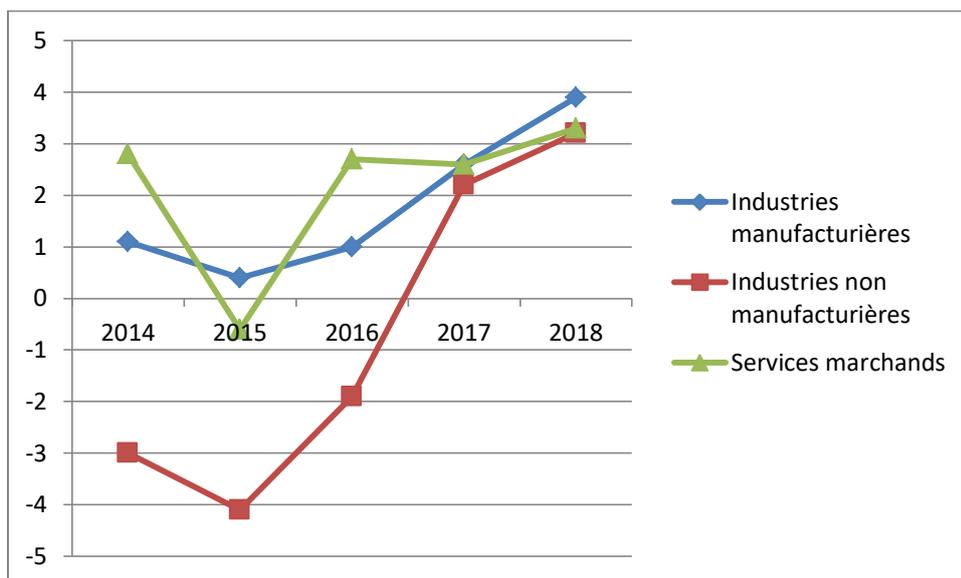
Figure 2 : Taux de croissance du secteur agricole

Le budget économique prévoit une convergence des taux de croissance des divers secteurs productifs (Figure 3). Selon le BE2018, les industries non manufacturières et notamment les activités minières dépassant leurs difficultés internes et reconquérant leurs marchés, retrouveraient globalement un taux de croissance équivalent à celui projeté pour les services marchands. Ceci impacterait positivement les industries chimiques rehaussant d'autant le taux de croissance des industries manufacturières.

Ces prévisions semblent optimistes. Les performances des industries non manufacturières pendant le premier semestre 2017 (-2,6% de croissance en glissement annuel²) permettent de questionner les estimations du taux de croissance pour 2017 (+2,2%) et par conséquent des projections pour 2018 (+3,2%).

² <http://www.ins.nat.tn/fr/themes/compte-de-la-nation#2914>





Source : Tableau V, annexe du BE2018

Figure 3 : Taux de croissance des secteurs marchands

1.2. Contribution des secteurs à la croissance

L'analyse de la contribution des secteurs d'activité à la croissance économique montre que les prévisions effectués dans le cadre du BE2017 auraient été approximativement réalisées n'eut été le déficit des performances du secteur agricole. Malgré cela, le schéma de croissance 2018 suppose de nouveau une forte augmentation de la contribution du secteur agricole à la croissance qui passe de 11,1% (estimation de 2017) à 18,3% en 2018 (Tableau 2).

Tableau 2: Contribution des secteurs à la croissance en %

	BE 2017*	2017** estimations	BE 2018 **
Agriculture & pêche	16	11,1	18,3
Industries manufacturières	20	20,8	22
Industries non manufacturières	12	10,8	9,9
Services marchands	48	50,3	45
Administration	4	7	4,8
Ensemble de l'économie	100	100	100

Sources : * BE2017, p15 **BE2018, p18



Le schéma de croissance envisagé est fragile parce que l'agriculture dont la contribution à la croissance est supposée augmenter sensiblement, reste soumise aux aléas climatiques et parce que les industries non manufacturières risquent de ne pas retrouver leur sentier d'expansion. Les énergies renouvelables tardent à prendre le relai sur les hydrocarbures, de plus le bâtiment et les travaux publics continueraient à pâtir d'un état de crise.

2. Analyse de la croissance dans une optique de demande

2.1. Evolution des diverses composantes de la demande globale

2.1.1. La consommation

Jusqu'en 2016, la consommation, aussi bien publique que privée, a fortement augmenté sous l'effet de l'augmentation des salaires et des recrutements dans la fonction publique et sous l'effet des mesures redistributives adoptées. Le BE2017 a prévu de renverser cette tendance haussière. Cependant, les agrégats estimés pour 2017 donnent lieu à une baisse de la part de la consommation dans le PIB inférieure à celle prévue par le BE2017³. Le BE2018 prévoit que cette baisse se poursuivra en 2018 (Tableau 3 et Figure 4). La part consommée du PIB projetée pour 2018 reste toutefois très forte (90%). On constate une rigidité à la baisse de la consommation.

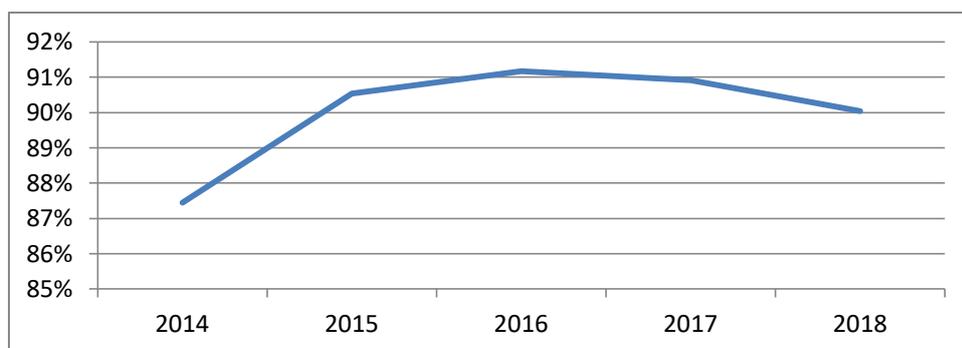
Tableau 3 : La consommation en MD courants

	2014*	2015*	2016*	BE 2017**	2017 estimation*	BE 2018*
PIB	80790	84656	90350	98311	97460	106643
Consommation publique	15 115	16 554	18 070		19 024	20 560
Consommation privée	55 532	60 088	64 306		69 578	75 456
Consommation totale	70647	76642	82376	88397	88602	96016
Consommation en % de PIB	87,4%	90,5%	91,2%	89,9%	90,9%	90,0%

Sources : *Tableau I, annexe du BE2018 ; ** Tableau I, annexe du BE2017

³ Ceci pourrait s'expliquer en partie par l'impact de la révision du barème de l'IRPP par la Loi de Finance 2017 qui a généré une économie d'impôts pour les faibles revenus.





Source : Tableau 6 ci-dessus

Figure 4 : Consommation en % de PIB (prix courants)

En effet, malgré les efforts de rationalisation évoqués par le BE2018, la consommation publique augmentera à prix courants de 8,1% et la consommation privée de 8,5%. La consommation totale croîtra de 8,4% contre un taux anticipé de 7,6% en 2017.

Les mesures prises pour freiner la consommation publique sont la rationalisation des dépenses de l'Etat surtout au titre des salaires et des dépenses de compensation. Elles ne sont pas chiffrées.

Outre une politique monétaire plus restrictive qui rend plus onéreux l'accès des ménages au crédit et qui peut impacter négativement leur consommation, les mesures susceptibles de freiner la croissance de la consommation des ménages ne sont pas explicitement évoquées par le BE2018. Mais, il est clair que de nombreuses mesures envisagées par la LF2018 impacteront la consommation ; on peut citer :

- La maîtrise des salaires publics : elle engendre une maîtrise de la consommation des bénéficiaires de ces salaires.
- La rationalisation des dépenses de compensation : il en résulte un accroissement des prix à la consommation pour les ménages, susceptible de freiner leur consommation.
- L'accroissement des taux de la TVA, des droits de douanes et du droit de la consommation : il engendre un accroissement des prix qui freine la consommation des ménages pour les produits concernés.
- Des taux d'impôts directs plus élevés : ils réduisent le revenu disponible des ménages et impactent la consommation. C'est le cas de certaines mesures prévues par la LF2018 : la contribution sociale de solidarité et l'augmentation

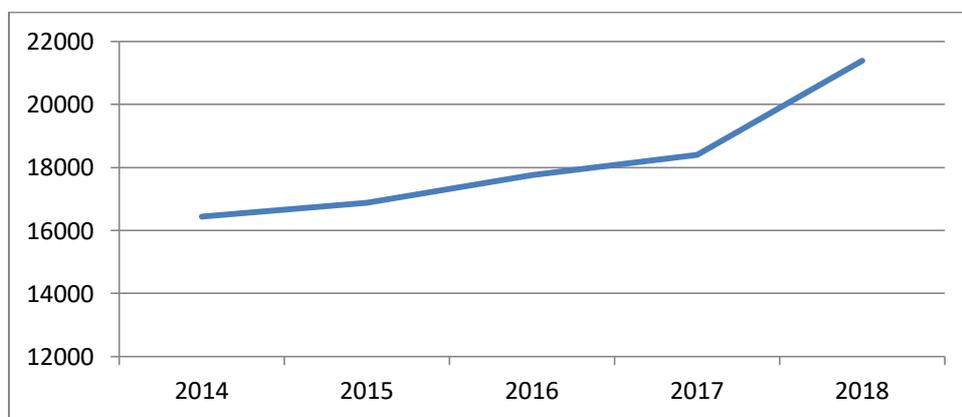


des taux de la retenue à la source libératoire sur les dividendes distribués aux personnes physiques.

L'impact de ces mesures sur la consommation privée pourrait être plus important que celui prévu par le BE2018.

2.1.2. La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)

La FBCF estimée pour 2017 (19599 MD) est du même ordre de grandeur que celle prévue dans le BE2017 (19730 MD). Tablant sur l'effet de la nouvelle loi sur l'investissement entrée en vigueur en avril 2017, une amélioration du climat des affaires et sur un regain de confiance dans l'économie nationale, le budget économique 2018 prévoit une croissance réelle de la FBCF de 7,6% contre une croissance estimée à 2,1% en 2017. En dinars courants, la FBCF augmentera de 13% en 2018 contre 6,7% en 2017 (Figure 5)



Source : Tableau 6 ci-dessous

Figure 5 : FBCF en MD courants

Globalement, les investissements projetés par le budget économique 2018 sont légèrement inférieurs à ceux prévus par le plan 2016-2020 mais ils croissent sensiblement par rapport aux réalisations actualisées de 2017 (Tableau 4 : FBCF par secteur, 2016-2017, plan et budget économique, en MD courants).



Tableau 4 : FBCF par secteur, 2016-2017, plan et budget économique, en MD courants

	plan 2017***	plan 2018***	BE 2017**	2017 estimation *	BE 2018*
Agriculture & pêche	1450	1550	1400	1400	1550
Industries manufacturières	2611	2724,3	2479	2258,7	2676,5
Industries non manufacturières	3854	4543,2	3325	3225	4175
Services marchands	9315	11693,4	9865	9460,3	10383,6
Equipements collectifs	2500	2700	2530	2595	2610
Total FBCF	19730	23210,9	19599	18939	21395,1

Sources : * Tableau VII, annexe du BE2018, ** Tableau I, annexe du BE2017 et *** plan 2016-2020, p178

L'accroissement de la FBCF entre 2017 et 2018, sera observé surtout au niveau des industries non manufacturières (+29,5% à prix courants) et manufacturières (+18,5%). Par contre, les investissements dans les équipements collectifs stagneront à prix courants c'est-à-dire régresseront en dinars constants (Tableau 5).

Tableau 5 : FBCF par secteur, 2017 et BE 2018, en MD et évolution 2018/2017

	2017 estimation	BE 2018	BE 2018/ est 2017
Agriculture & pêche	1400	1550	10,7%
Industries manufacturières	2258,7	2676,5	18,5%
Industries non manufacturières	3225	4175	29,5%
Services marchands	9460,3	10383,6	9,8%
Equipements collectifs	2595	2610	0,6%
Total FBCF	18939	21395,1	13,0%

Source : Tableau 4, ci-dessous

Le budget économique 2018 ne répartit pas la FBCF par agent économique. Il est toutefois signalé que les marges de manœuvres de l'Etat en matière d'investissement s'amenuisent (page 21).

Le budget de l'Etat 2018 prévoit des investissements publics de 5743MD outre 500MD à envisager dans le cadre des PPP. Les investissements publics de 2017 y sont estimés à 5700MD. L'effort d'investissement additionnel en 2018 devra donc être réalisé par le secteur privé et surtout par les IDE (Tableau 6)



Tableau 6 : FBCF par agent économique en MD

	BE2017	2017 estimations	BE2018	
FBCF nationale privée	10 459	10 709	12 301	14,9%
FBCF publique	6610	5700	5743	0,8%
Investissements directs	2530	2530	3351	32,5%
Total FBCF	19 599	18 939	21 395	13,0%

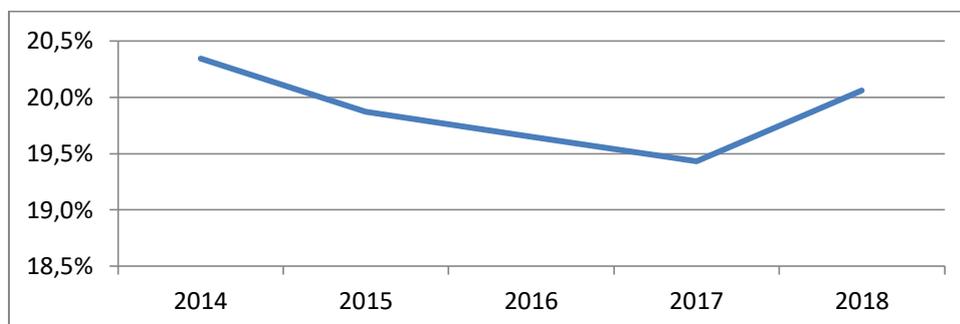
Source : Budget de l'Etat 2018

En 2017, le taux d'investissement ou rapport (FBCF/PIB) n'a pas pu casser sa tendance baissière comme prévu par le BE (Tableau 7 et Figure 3). On projette une reprise de ce taux en 2018 sous l'effet attendu des réformes introduites en 2016 : nouvelle loi sur l'investissement, loi sur le partenariat public-privé, réforme du secteur financier... et surtout, en comptant sur une augmentation des IDE de 32,5%.

Tableau 7: Taux d'investissement (FBCF/PIB)

	2014*	2015*	2016*	BE 2017**	2017 Estimation*	BE 2018*
PIB en MD*	80790	84656,2	90350,4	98311,1	97459,9	106643
FBCF en MD*	16435,6	16822,8	17752,5	19599	18939	21395,1
FBCF/PIB en %	20,3%	19,9%	19,6%	19,9%	19,4%	20,1%

Sources : *Tableau I, annexe du BE2018 ; ** Tableau I, annexe du BE2017



Source : Tableau 4 ci-dessus

Figure 6 : Taux d'investissement



On peut se demander dans quelle mesure cet objectif est réalisable lorsqu'on analyse l'évolution de l'environnement des affaires dans le pays d'une part et les mesures envisagées dans le cadre du BE : politique monétaire restrictive, augmentation de la pression fiscale pour les entreprises...

2.1.3. Le commerce extérieur

Tableau 8 : Indicateurs du commerce extérieur calculés à partir des agrégats à prix courants

	2014	2015	2016	BE 2017	2017 EST	BE 2018
M/PIB	56,0%	51,0%	50,4%	47,2%	52,6%	51,9%
X/PIB	45,0%	40,1%	39,6%	37,2%	41,6%	41,6%
(X+M)/PIB	100,9%	91,1%	90,0%	84,5%	94,2%	93,5%
(X-M)/PIB	-11,0%	-10,9%	-10,8%	-10,0%	-10,9%	-10,2%
X/M	80,4%	78,7%	78,5%	78,9%	79,2%	80,3%

Source : calcul à partir des données du tableau I, annexe du BE2018

Jusqu'en 2016, à prix courants, **les importations de biens et services (M)** ont augmenté à un rythme inférieur à celui du PIB et le ratio M/PIB a diminué. Cette tendance est liée aux importations de l'énergie (dont le prix a sensiblement baissé) et aux achats de biens d'équipement, de matières premières et demi-produits qui ont été limités par la faiblesse des investissements.

Le BE2017 a manifestement sous-estimé les importations (voir rapport de SOLIDAR sur le BE2017). Aussi les agrégats estimés de 2017 démontrent-ils une augmentation du ratio M/PIB (Tableau 8).

La loi de finance 2018 introduit une augmentation des droits de douane sur certains produits dans l'espoir d'en freiner les importations. Ces mesures seraient de portée limitée et inflationniste si l'on ne les accompagne pas de mesures de lutte contre la contrebande et contre les importations informelles et de mesures de promotion de la consommation des produits nationaux comme l'interdiction d'utilisation dans les marchés publics et par les entreprises publiques de produits importés lorsque l'on peut utiliser des produits tunisiens... Des restrictions sur les importations des biens d'équipements et des produits intermédiaires ou sur des biens sans substituts locaux, seront contreproductives, elles auront un effet pervers sur la croissance économique.

Par ailleurs, un effet prix doit être pris en considération dans les projections des importations. On anticipe notamment un accroissement du prix des hydrocarbures sur le marché international et la poursuite du glissement du dinar rendra plus chères



les importations tunisiennes. Par conséquent, on peut craindre que les estimations des importations pour 2018 soient sous-évaluées.

S'agissant des **exportations**, en dépit du glissement du dinar susceptible d'améliorer la compétitivité des entreprises exportatrices et en dépit des avantages fiscaux pour les entreprises totalement exportatrices prévues dans la LF2018, l'effort à l'exportation (X/PIB) prévu pour 2018 n'est pas plus important que celui anticipé pour 2017. Les exportations prévues pour 2018 ne sont-elles pas sous estimées ?

2.2. Décomposition de la croissance dans une optique de demande

Compte tenu de la structure de la demande globale en fonction de ses composantes et de leurs taux de croissance projetés, la contribution de chacune de ses composantes à la croissance est présentée au Tableau 9 ci-dessous :

Tableau 9: Décomposition de la croissance dans une optique de demande en %.

	BE2017*	2017 Estimation**	BE2018**
PIB	2,50	2,2	3
CONSOMMATION TOTALE	2,99	2,19	1,91
Consommation publique	0,32	0,12	0,08
Consommation privée	2,68	2,06	1,86
INVESTISSEMENT	-0,41	0,66	1,15
FBCF	1,11	0,41	1,48
Variation des stocks	-1,50	0,24	-0,33
DEMANDE EXTERIEURE NETTE	-0,09	-0,64	-0,05
Exportations	1,31	1,98	2,21
Importations	1,40	2,62	2,26

Sources : *Commentaires sur le BE2017, SOLIDAR(2016) **BE2018 page 19

En 2017, la croissance se serait avérée davantage tirée par les investissements qu'il n'a été prévu par le BE2017. Par contre, les importations ont constitué une fuite importante et ont été un frein très fort à la croissance économique. Leur rôle a été beaucoup plus important que celui projeté par le BE2017.

Le BE2018 table sur un schéma moins déséquilibré que celui anticipé pour 2017. Dans le schéma de croissance retenu pour 2018, la consommation privée augmente moins vite que le PIB (respectivement 2,6% et 3%). Ce schéma, s'il pouvait se réaliser, constituerait un revirement majeur. En effet, en 2016, la consommation privée a



augmenté de 3,3% pour une augmentation du PIB de 1% uniquement. En 2017, les taux anticipés sont respectivement de 2,9% et 2,2%. Par conséquent, dans le BE2018, la contribution de la consommation à la croissance diminue en faveur d'une plus grande contribution des investissements. La contribution de la demande nette extérieure s'améliore mais reste négative.

Par ailleurs, l'ajustement entre l'offre globale (insuffisante) et la demande globale (excédentaire) tel que prévu par le BE2018, implique une légère réduction des stocks c'est-à-dire un ajustement négatif par les quantités. Ce déséquilibre, dû à une élasticité insuffisante de l'offre, pourrait générer des pressions inflationnistes dans les secteurs où les prix ne sont pas administrés.

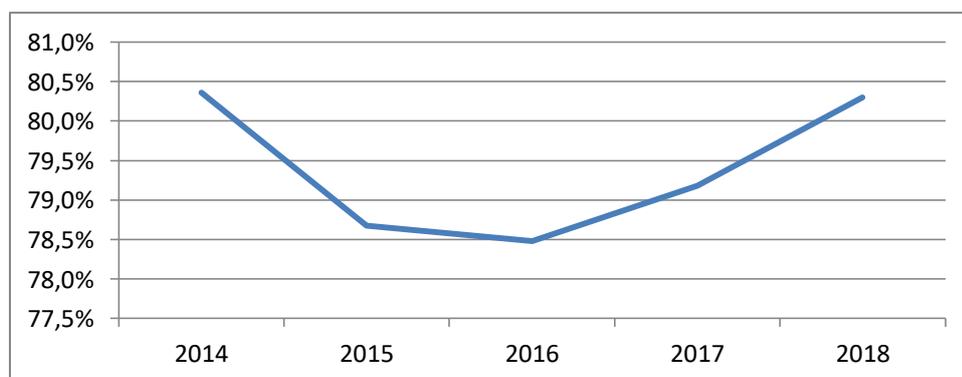
Le budget économique, n'analyse pas assez cet aspect et ne met pas suffisamment l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre une politique de l'offre à même de réduire la rigidité au niveau des institutions et de l'appareil productif, d'inciter à la production et d'appeler les Tunisiens au travail.

III. Les déséquilibres macroéconomiques dans le BE2018

1. Le déficit courant

Le plan 2016-2020, visait à contenir le déficit courant dans les limites de 5,2% du PIB à l'horizon 2020. Où en est-on au niveau de la convergence vers cet objectif ?

Les exportations des biens et services ayant augmenté plus rapidement que les importations, le taux de couverture des importations par les exportations (X/M), a été décroissant jusqu'en 2016, se redresse en 2017 mais reste faible (Figure 7).



Source : Tableau 8 ci-dessus

Figure 7 : Taux de couverture (X/M)



Compte tenu des prévisions relatives aux échanges extérieurs (voir ci-dessus), le déficit de la balance des biens et services reste en 2018 supérieur à 10% (tableau9) et pèsera sur le déficit courant qui tient compte des mouvements de revenus et des transferts courants.

Tableau 10 : Déficit courant en % du PIB

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Prévisions du plan*			7,7	7,1	6,6	6	5,2
Réalisations et prévisions du BE2018**	9,1	8,9	9	9 ***	8,2		

*Plan 2016-2020 ** BE2018 page 27 ***estimation

Le BE2017 a prévu un déficit courant ne dépassant pas 8,1% du PIB, mais les réalisations du commerce extérieur et des transferts courants durant les 8 premiers mois de 2017 montrent qu'il est difficile de réaliser cette performance, car le déficit commercial s'est creusé suite à un déficit énergétique et un déficit alimentaire plus importants.

2. Le déficit budgétaire

Le plan 2016-2020, visait à contenir le déficit budgétaire dans les limites de 3,5% du PIB à l'horizon 2020 et la pression fiscale dans les limites de 21%. Où en est-on au niveau de la convergence vers ces objectifs ?

L'analyse des finances publiques dans le BE2018 est très sommaire et est annoncée comme provisoire. Elle élude la question dans le premier chapitre relatif aux réalisations en 2017 et évoque les points ci-dessous pour les projections de 2018 ; certains de ces points ne concordent pas avec la LF2018 :

- Limiter le déficit budgétaire en 2018 à 4,9% du PIB sachant un taux de 6,1% attendu en 2017 et de 5,4% prévu par le BE2017.
- Renforcer les ressources de l'état par des mesures transitoires et par la mise en œuvre de la réforme fiscale dans le cadre de la LF2018. Le BE ne donne aucune information sur la pression fiscale.



- Rationaliser les dépenses budgétaires en révisant la compensation des prix des biens alimentaires et en contenant les salaires au même % du PIB qu'en 2017. (La LF2018 réduit le poids des salaires dans le PIB de 14,7% en 2017 à 13,9% en 2018)
- Maintenir les dépenses de fonctionnement à leur niveau de 2017. (La LF2018 prévoit un accroissement de 2,8%)
- En matière de dépenses d'investissement, donner la priorité aux PPP et aux programmes engagés ou pour lesquels il y a des retards.

A défaut d'une analyse des finances publiques dans le BE2018, nous avons puisé dans la LF2018 dont les données synthétisées ci-dessous :

Tableau 11 : Finances publiques

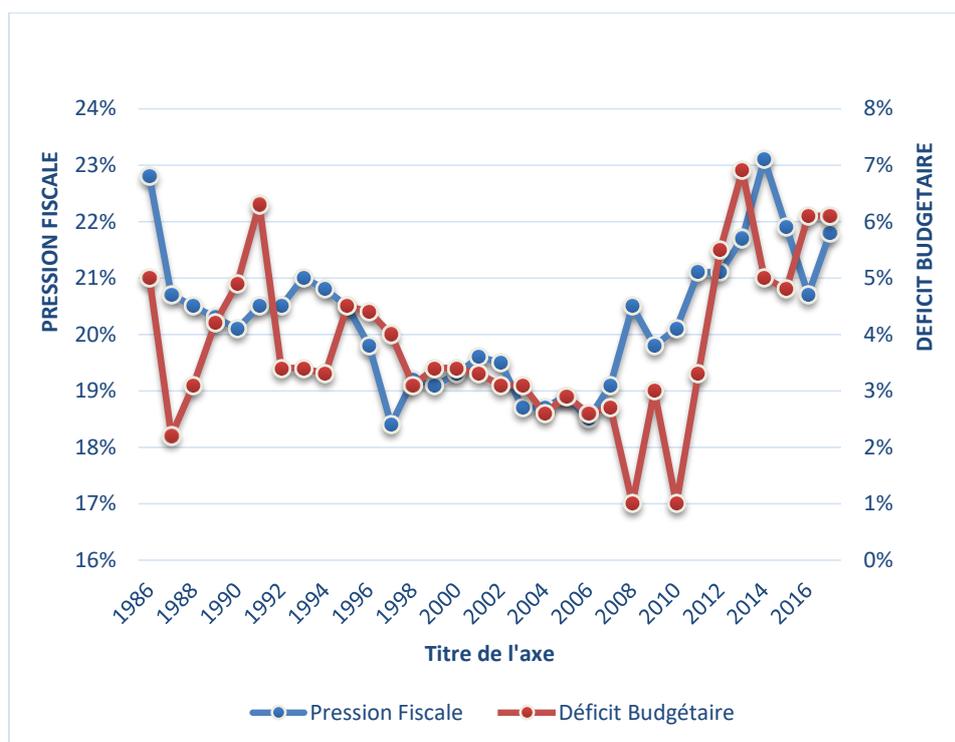
		2014*	2015*	2016*	BE2017**	2017 ESTIM**	2018**
Déficit Budgétaire	(en % du PIB)	-5,0%	-4,8%	-6,1%	-5,4%	-6,1%	-4,9%
Pression Fiscale	(en % du PIB)	23,1%	21,9%	20,7%	22,1%	21,8%	22,0%

*http://finances.gov.tn/index.php?option=com_content&view=article&id=134&Itemid=304&lang=fr
 **LF2018

Pour réduire le déficit budgétaire de 6,1% en 2016 à 5,4% en 2017, le BE2017 s'est basé sur une augmentation de la pression fiscale (22,1% prévu pour 2017 et actualisée à 21,8% contre 20,7% en 2016). Mais, l'augmentation des taux d'imposition n'a pas engendré les recettes fiscales anticipées et n'a pas réduit le déficit. La loi de finance 2018, visant la réduction du déficit budgétaire à 4,9%, adopte sur une pression fiscale de 22% du PIB. Ceci risque d'être contreproductif comme en 2017.

Depuis le fort creusement du déficit budgétaire en 2012 et en 2013, on peine à retrouver des niveaux de déficits budgétaires soutenables. Le graphique ci-dessous montre qu'entre 1986 et 2007, on a observé une tendance baissière de la pression fiscale concomitante avec une tendance baissière du déficit budgétaire, les finances publiques se situaient dans un cercle vertueux. A partir de 2008, la pression fiscale en croissant a d'abord réduit le déficit budgétaire à un niveau très faible (1% en 2010), puis la tendance haussière de la pression fiscale s'est accompagnée d'une tendance haussière du déficit budgétaire (Figure 8). Les finances publiques sont depuis dans un cercle vicieux : des taux d'imposition accrus inhibent la croissance et produisent moins de recettes fiscales qu'il n'est anticipé, creusant d'autant le déficit budgétaire.





http://finances.gov.tn/index.php?option=com_content&view=article&id=134&Itemid=304&lang=fr

Figure 8 : Evolution du déficit budgétaire et de la pression fiscale 1986-2017

Le déficit budgétaire et le déficit courant engendrent d'importants besoins de financement qui obligent l'Etat à recourir à l'endettement.

3. La dette publique

Le plan 2016-2020, visait à limiter l'endettement public à 54,7% du PIB en 2020. Où en est-on au niveau de la convergence vers ces objectifs ?

Tableau 12 : Encours de la Dette Publique

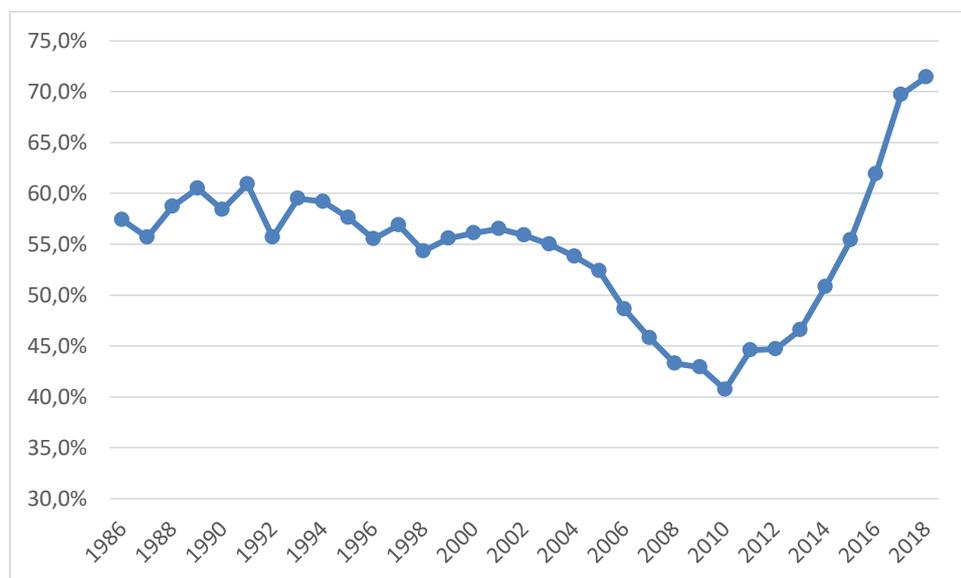
	2014*	2015*	2016*	BE2017**	2017 ESTIM**	2018**
(en MDT)	41 054	46 922	55 919	62 660	67 875	76 165
(en % du PIB)***	50,8%	55,4%	61,9%	63,7%	69,7%	72,3%

*http://finances.gov.tn/index.php?option=com_content&view=article&id=134&Itemid=304&lang=fr
 LF2018 *BE2018

Le creusement du déficit budgétaire et du déficit courant en 2017 a un impact direct sur la dette dont le poids est passé, selon le BE2018, de 61,9% en 2016 à 69,7%



attendu en 2017 contre 63,7% prévu par le BE2017. Malgré la réduction de ces déficits prévue pour 2018, le poids de la dette atteindra 72,3%⁴ (Tableau 12 : Encours de la Dette Publique. Le poids de la dette dépasse ainsi les niveaux qu'il a enregistrés en période d'ajustement structurel (Figure 9 : Encours de la dette (en% du PIB) 1986-2017)



http://finances.gov.tn/index.php?option=com_content&view=article&id=134&Itemid=304&lang=fr

Figure 9 : Encours de la dette (en% du PIB) 1986-2017

La dette en augmentant, pèse sur le budget de l'Etat et risque de ne plus être soutenable.

Lorsqu'on considère les nouveaux crédits contractés et les échéances à honorer en termes de remboursement de la dette en capital⁵ (Tableau 13), on constate que :

- La part des emprunts consacrée au financement des investissements publics diminue, par contre une part croissante des emprunts contractés est allouée au remboursement de la dette, on s'endette pour rembourser la dette échue.
- Pour 2017 et 2018, les dettes contractées financent non seulement le remboursement de la dette et les dépenses d'investissement de l'Etat mais aussi une partie des dépenses de fonctionnement !

⁴ La LF2018 donne des taux d'endettement public plus faibles : le taux estimé pour 2017 est de 69,7%, celui prévu pour 2018 est de 71.4% (LF2018 p123).

⁵ Ils ne correspondent pas aux données prises en compte dans la loi de finance, des écarts sensibles existent pour les estimations relatives à 2017 et pour les prévisions pour 2018



Tableau 13: Dépenses publiques d'investissement, remboursement de la dette et endettement en MD courants

	2014	2015	2016	2017 estimations	2018 prévisions
Dépenses d'investissement* (A)	4801	5264	5421,6	5700	5743
Remboursement en capital** (B)	2114,2	2343,8	3166	5291	4128,7
Nouvelles dettes ** (C)	6406,7	7236,7	8151	12102	10103,9
B/C	33%	32%	39%	44%	41%
A/C	75%	73%	67%	47%	57%

*Budget de l'Etat 2016 et Budget de l'Etat 2018⁶

**Tableau VIII de l'annexe du BE2018

4. L'inflation

Le budget économique 2017 prévoyait de limiter l'inflation à 3,6%.

Le niveau général des prix s'est élevé en moyenne de 5% durant les 8 premiers mois de 2017, cette augmentation a résulté notamment de l'accroissement des prix de l'électricité, de l'eau et du tabac ainsi que celle du carburant.

Hors alimentation et énergie, les prix ont augmenté de 6%. Ce résultat peut être attribué à une insuffisance de l'offre locale, à l'augmentation du prix des biens importés qu'il s'agisse de biens finaux ou de biens intermédiaires et de biens d'équipement et de façon plus générale, à une augmentation des prix de l'ensemble des intrants qui se répercute sur le niveau général des prix à la consommation.

La pression sur les prix se poursuivra vraisemblablement sur le second semestre de 2017. Cependant, il est estimé qu'en 2017, l'inflation ne dépassera pas 5,2% (p27). L'objectif du budget économique 2018 est de limiter le taux d'inflation en 2008 à 5,8%.

Tableau 14 : Taux d'inflation en %

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Prévisions du plan*			4	3,8	3,6	3,5	3,5
Réalisations et prévisions	4,9	4,9	3,7	5,2***	5,8		

*plan 2016-2020 **BE2018 ***estimation

⁶ http://www.finances.gov.tn/index.php?option=com_jdownloads&Itemid=721&view=finish&cid=974&catid=9&lang=fr

Ceci intègre-t-il suffisamment les augmentations prévues de certains prix administrés, les augmentations automatiques des prix des carburants et celles prévues de la TVA ?

Le BE2018 évoque comme moyens de lutte contre l'inflation, une politique monétaire restrictive, l'amélioration des circuits de distribution, la lutte contre la contrebande et le commerce informel. Il évoque aussi la nécessité de rendre l'offre plus élastique mais ne propose aucune mesure à cette fin.

Par ailleurs, nous avons montré que, sachant les prix projetés, les emplois (consommation, FBCF et solde extérieur) sont supérieurs aux ressources (PIB). L'équilibre est atteint à travers une baisse des stocks, c'est-à-dire un ajustement des quantités. On peut craindre que cet excès de demande engendre, outre l'ajustement par les quantités, des tensions inflationnistes. L'augmentation des prix anticipée (+5,8%) serait alors sous-estimée ?

Au total, les tensions inflationnistes que connaît le pays sont importantes, on est loin des objectifs du plan de limiter l'inflation à 3,5% à l'horizon 2020

5. Le chômage

S'agissant des créations d'emplois, le budget économique 2017 a prévu la création de 58000 emplois outre les 15000 emplois à créer dans le cadre de la politique active de l'emploi et des programmes spéciaux soit au total 73000 emplois.

Le BE2018 n'effectue aucun bilan des réalisations de 2017 s'agissant des créations d'emploi.

Toutefois, par référence à la publication de l'INS (http://www.ins.tn/sites/default/files/publication/pdf/Note_ENPE_2T2017.pdf), il apparaît que l'économie nationale n'a créé au premier semestre 2017 que 21400 emplois. L'économie nationale n'a donc réalisé en 6 mois que 29,3% de l'objectif annuel du BE2017.

Le budget économique 2018 prévoit la création de 51000 emplois nouveaux en plus des 20000 emplois à créer dans le cadre de la politique active de l'emploi (p83) soit au total 71000 emplois nouveaux. Tablant sur un taux de croissance économique de



3%, le BE2018 considère implicitement que 1 point de croissance permet de créer 23600 emplois par an.

Or, sur la période 2001-2010, l'économie a connu un taux de croissance moyen de 4,5% et a créé en moyenne 72500 emplois par an, soit 16100 emplois par point de croissance. A ce rythme, l'économie nationale en croissant en 2018 de 3%, ne créera que 48300 emplois, c'est-à-dire 68% seulement des créations d'emplois prévues.

Le BE n'effectue aucune analyse qualitative des créations d'emploi projetées. Il n'indique pas dans quelle mesure les catégories vulnérables seraient concernées par ces créations.

On peut donc craindre que le rythme de la croissance économique soit en-deçà de la croissance potentielle de l'économie et ne permette pas de créer des emplois en nombre suffisant pour les demandes additionnelles ; le chômage des jeunes, des femmes et des diplômés reste un défi majeur auquel le schéma de croissance adopté dans le BE2018 n'apporte pas de solution.

IV. Conclusion

La croissance économique en 2018 est prévue dans un contexte international légèrement moins favorable qu'en 2017 : ralentissement de la croissance en Union Européenne, ralentissement des échanges internationaux et augmentation du prix du baril du pétrole.

De même, en dépit de signaux encourageants de reprise de l'activité économique en 2017, les équilibres macroéconomiques restent dégradés et les objectifs du be2017 n'ont pas été réalisés. La croissance a été plus faible que prévu à cause des performances limitées de l'agriculture et des industries non manufacturières. Le taux d'investissement s'est dégradé comparé à 2016 ; et bien que les exportations aient cru plus rapidement que prévu et plus vite que les importations, le déficit commercial et le déficit courant se sont creusés et ont impacté le cours du dinar.

La perte de valeur du dinar et son impact sur le renchérissement de la dette, conjugués avec les difficultés de contenir les dépenses de l'Etat et à augmenter ses recettes ont creusé le déficit budgétaire à 6%. Les mesures fiscales qui ont été introduites en 2017, ont eu un rendement en deçà des attentes et ont probablement été un frein à la croissance. Les conséquences du déficit budgétaire et du déficit



courant ont été fatales sur l'endettement qui a atteint des niveaux record. Pour la première fois, la Tunisie s'est endettée en 2017 pour financer les dépenses de fonctionnement de l'Etat.

Le budget économique 2018 vise à redresser ces déséquilibres. Toutefois, sur de nombreuses questions, il procède de la même logique que le budget économique 2017 au risque d'avoir des performances similaires et de ne pas réaliser les objectifs qu'il s'est assigné.

Comparé au BE2017 et aux estimations des réalisations de 2017, le schéma de croissance du BE2018, se présente comme suit :

Tableau 15 : Synthèse du schéma de croissance de 2018

		BE2017	2017 estimations	BE2018
Taux de croissance à prix constants en %	PIB	2,5	2,2	3
	PIB non agricole	2,3	2,2	2,7
	Consommation publique	0,6	0,6	0,4
	Consommation privée	3,6	2,9	2,6
Taux de croissance à prix courants en %	Exportation des BS (X)	6,8	13,5	9,5
	Importations des BS (M)	5,7	12,5	8
	FBCF	10,2	6,7	13
En MD courants	IDE	2530	2530	3351
En %	Déficit courant / PIB	8,1	9	8,2
	Taux d'inflation	3,6	5,2	5,8
	X / PIB	37,3	41,6	41,6
	M/PIB	47,2	52,6	51,9
	FBCF/PIB	19,9	19,4	20,1
	Encours de la dette/PIB	63,7%	69,7%	72,3%



Le BE2018 adopte :

- un schéma de croissance qui redonne au secteur productif le rôle majeur, il sera à l'origine de 95,2% de la valeur ajoutée. Cependant, la croissance économique prévue pour 2018 dépendra fortement des performances du secteur agricole et de celles des industries primaires (mines et énergie).
- un schéma de croissance où l'investissement et non plus la consommation joue le rôle moteur. Mais cet objectif fort louable est-il accompagné des mesures nécessaires à sa réalisation ?
- un schéma de croissance où le rôle du commerce extérieur et la politique le concernant restent ambigus.

Si le schéma de croissance prévu pour 2018 devait se réaliser, il en résulterait :

- un déficit courant encore trop important (8,2%)
- un encours de la dette excessif (72,3%)
- un taux d'inflation croissant (5,8%) et sensiblement supérieur à celui projeté par le plan (3,6%)

Finalement, le rythme de la croissance projeté pour 2018, reste en deçà du rythme potentiel du pays, il ne permet pas de créer des emplois suffisants pour répondre à la demande additionnelle au risque d'aggraver le chômage ou l'inactivité.

Remerciements

Nous remercions vivement l'équipe de Solidar Tunisie d'avoir participé au débat et notamment Mr Abdelhamid Triki pour ses précieuses remarques.